

La Chine mondialisée au-delà de l'Initiative Belt and Road

Ivan Franceschini

Traducteur : Pierre-Louis Brunet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/11509>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 3-5

ISBN : 979-10-91019-37-8

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Ivan Franceschini, « La Chine mondialisée au-delà de l'Initiative Belt and Road », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2020/4 | 2020, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 21 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/11509>

© Tous droits réservés

La Chine mondialisée au-delà de l'Initiative Belt and Road

IVAN FRANCESCHINI

Ces dernières années, la présence sans cesse plus affirmée de la Chine sur la scène internationale a fait la une des journaux à travers le monde, alimentant de nombreux débats et les réflexions des chercheurs, des spécialistes et des décideurs. Le caractère controversé de l'engagement mondial de la Chine n'est pourtant pas nouveau. Dès les années 1950, les autorités chinoises ont joué un rôle fondamental dans la création du mouvement des non-alignés et ont commencé à envoyer techniciens et ouvriers à l'étranger pour venir en aide aux autres pays en développement qu'on allait plus tard appeler les pays du Sud (Sorace et Zhu, à paraître). Puis, dans les années 1960, au lendemain de la rupture sino-soviétique et à l'apogée de la guerre froide, les dirigeants chinois se sont engagés dans la lutte du tiers monde contre le double impérialisme des États-Unis et de l'Union soviétique, position connue sous le nom de « tiers-mondisme » (Brautigam 2009 : 37 ; Teng 2019 ; Galway, à paraître). Le rôle mondial de la Chine a continué à être au centre de débats animés ces dernières décennies, même lorsque, à la fin de la guerre froide, la Chine s'est lancée sur la voie des réformes économiques, et que l'État-parti chinois a laissé de côté le projet anticolonialiste qui sous-tendait cette rhétorique. Les années 1990 ont vu les premières « sorties » des entreprises chinoises en dehors de leur territoire, mais le tournant décisif de l'engagement de la république populaire de Chine (RPC) à l'étranger est survenu à la fin des années 1990 et au début des années 2000, quand Pékin a officiellement annoncé sa stratégie de « mondialisation » et rejoint l'Organisation mondiale du commerce (Hong et Sun 2006 ; Ye 2020 : 84 et pages suivantes). Si cet événement historique a nourri les espoirs d'avenir démocratique de la Chine entretenus par les libéraux, il a aussi suscité des inquiétudes largement répandues sur les conséquences possibles de son *dumping* social sur les autres économies (Solinger 2009). Puis, l'Initiative Belt and Road (BRI, *yidai yilu* 一带一路) a vu le jour.

Xi Jinping a annoncé la BRI pour la première fois lors de visites officielles au Kazakhstan et en Indonésie à la fin de l'année 2013, mais l'initiative a progressivement pris forme au cours des mois et des années qui ont suivi. Selon le plan d'action officiel publié en mars 2015, la BRI repose sur cinq piliers : la coordination politique, la connectivité des infrastructures, un commerce sans entrave, l'intégration financière et les échanges entre les peuples¹. Des chiffres extravagants ont rapidement commencé à circuler, le plus cité d'entre eux estimant que les investissements de la BRI ajouteraient 1 000 milliards USD aux financements extérieurs d'infrastructures étrangères sur dix ans, à compter de l'année 2017 (OECD 2018 : 3). Une telle ambition a rendu les milieux politiques occidentaux nerveux. Bien que de nombreux chercheurs aient depuis montré que la BRI était, à bien des égards, chaotique et très éloignée du plan de domination mondiale envisagé par les autorités

chinoises (Jones et Zeng 2019), l'initiative a eu pour effet de raviver les vieilles peurs de la guerre froide sur l'ascension et l'influence mondiale de la Chine. Stimulé par les efforts de propagande des autorités chinoises et les critiques tout aussi énergiques qu'ils ont souvent suscitées, le débat s'est depuis polarisé. D'un côté, certains perçoivent la BRI comme un plan inoffensif sous la bannière d'une coopération Sud-Sud visant à dynamiser les infrastructures dans des pays qui n'en auraient autrement pas les moyens, les aidant ainsi à relancer leurs économies chancelantes ; d'autres estiment que l'aide au développement et les investissements vers l'étranger sont en fin de compte un cheval de Troie permettant aux autorités chinoises d'extraire des ressources dont elles ont grand besoin, de se procurer des actifs stratégiques, et d'accroître leur influence politique. Cela, ajouté à la volonté des acteurs chinois de s'associer à la BRI, pour obtenir des gains économiques ou une légitimité politique, s'est traduit par une importance disproportionnée accordée à l'initiative en tant que grille de lecture des engagements de la Chine à l'échelle mondiale.

En s'appuyant sur la conférence « Chinese Global Engagement Abroad: Changing Economic, Social, and Political Configurations » organisée à l'université des sciences et des technologies de Hong Kong en juillet 2019, ce numéro spécial avance deux arguments principaux. Le premier est que la trop grande importance accordée actuellement à la BRI nous conduit à négliger d'autres dimensions essentielles de la « Chine mondialisée ». Comme Ching Kwan Lee l'a fait valoir dans sa monographie novatrice *The Specter of Global China* (2017 : xiv) : « La Chine mondialisée prend une multitude de formes, allant des investissements directs étrangers, de l'exportation de main-d'œuvre et des institutions financières multilatérales pour la construction d'infrastructures interrégionales, à la mondialisation d'organisations chinoises issues de la société civile, la création de réseaux de médias internationaux et des projets communs internationaux dans l'enseignement supérieur, pour ne citer que quelques exemples ». En d'autres termes, la Chine mondialisée va bien au-delà de l'Initiative Belt and Road et devrait être appréhendée non seulement à travers les cadres géopolitiques et économiques qui dominent le débat actuel, mais aussi dans des termes plus larges prenant en compte l'extrême variété des engagements internationaux de la Chine, sans pour autant perdre de vue comment ceux-ci sont connectés à des dynamiques nationales. Pour citer à nouveau Lee, étudier la Chine mondialisée implique « de réimaginer la Chine au-delà de ses frontières, de relier, contextualiser et comparer le développement chinois à celui d'autres parties du monde »

1. « Vision and actions on jointly building Belt and Road », site internet du Forum Initiative Belt and Road pour la coopération internationale, 10 avril 2017, <http://www.beltandroad2019.com/english/n100/2017/0410/c22-45.html> (consulté le 12 novembre 2020). Pour une étude sur les implications des mesures politiques, voir Garlick 2019.

(*ibid.*). C'est exactement ce que font les auteurs de ce numéro en abordant des sujets tels que l'essor des entreprises internationales chinoises du BTP, l'influence du syndicat officiel de la RPC sur le mouvement syndical au Cambodge, l'impact des capitaux chinois sur l'industrie du jeu aux Philippines et en Zambie, ou encore le rôle des investisseurs chinois dans le secteur du traitement et du recyclage des déchets à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, et directement en lien avec le premier argument, ce numéro thématique montre en quoi la plupart des analyses récentes sur la BRI ont tendance à trop insister sur la situation actuelle, négligeant ainsi l'histoire et le contexte de ce dont nous sommes témoins aujourd'hui. Nous avançons au contraire qu'une compréhension approfondie de la politique et de la société chinoise dans une perspective historique est un prérequis indispensable à toute analyse de la Chine mondialisée. Plusieurs articles de ce numéro vont clairement dans ce sens. Hong Zhang notamment, montre que même si l'époque où l'aide étrangère chinoise était largement motivée par des raisons idéologiques est apparemment révolue, l'économie politique d'hier joue un rôle fondamental dans la mise en œuvre d'une initiative aussi ambitieuse que la BRI et continue de peser sur les activités internationales des entrepreneurs chinois de la construction et de l'ingénierie. Dans le même esprit, Tabitha Speelman s'inscrit dans une perspective diachronique pour aborder la façon dont la Chine s'attaque à la réforme de l'immigration à mesure que le pays devient une destination de choix pour les étrangers. Enfin, Schulz place l'industrie internationale des déchets dans une perspective historique, analysant les interactions complexes entre les dynamiques chinoises et mondiales dans ce secteur depuis les années 1990. Tout cela démontre que sans une compréhension adéquate de l'histoire et du contexte chinois, il est facile d'arriver à des conclusions erronées sur ce qui n'est pas observable, comme les intentions et les objectifs des différents acteurs.

Ce numéro spécial présente cinq travaux de recherche. Dans le premier article, Tabitha Speelman examine une facette sous-explorée de la Chine mondialisée : l'évolution du rôle de la Chine en tant que destination de l'immigration internationale. Elle le fait à travers le prisme de la création en 2018 de l'Administration nationale de l'immigration, la première agence de niveau national chargée des questions d'immigration. Les données officielles les plus récentes remontent à 2010, date à laquelle le recensement chinois a dénombré 593 832 étrangers résidant dans le pays depuis au moins trois mois. Bien qu'il ne constitue que 0,05 % de la population chinoise de l'époque, ce chiffre représentait tout de même une augmentation importante par rapport au début de la période des réformes, quand à peu près 20 000 ressortissants étrangers vivaient en Chine. Cela a non seulement posé des défis importants au niveau des politiques gouvernementales, mais aussi fondamentalement modifié la façon dont les étrangers sont perçus par la population, changement rendu encore plus évident suite à la mise en œuvre, dans le cadre de la BRI, d'une série de projets encourageant la mobilité. Dans un tel contexte, Speelman offre un nouvel éclairage sur la dimension bureaucratique de l'immigration vers la Chine, ainsi que sur les débats autour des politiques qui accompagnent l'afflux croissant d'étrangers vers le pays. Cela constitue un complément important aux études existantes sur l'immigration en Chine, qui sont jusqu'ici restées relativement marginales et principalement axées sur les circonstances et l'intégration de groupes d'immigrants spécifiques, tels que les communautés arabes à Yiwu et les communautés africaines à Canton (voir par exemple, Wen 2020, et Castillo 2020).

Dans le deuxième article, Hong Zhang propose une archéologie de la BRI en racontant l'histoire, de l'époque maoïste jusqu'à nos jours, d'un des acteurs essentiels, quoique souvent négligés, des projets d'infrastructures financés par la Chine à l'étranger : les entreprises internationales de construction et

d'ingénierie (EICI). Comme elle l'explique, ces entreprises ont d'abord été des organismes d'aide à l'étranger initialement administrés par les ministères de tutelle et des gouvernements régionaux chinois. Au cours des années 1980 et 1990, elles ont été séparées de l'administration publique pour devenir des entreprises privées. Dans son article, Zhang examine également la relation entre les EICI chinoises et les pratiques de coopération au développement de la RPC, soulignant le rôle, plus important qu'on ne le pense généralement, joué par ces acteurs dans la détermination du programme politique des autorités chinoises – une dynamique qu'elle englobe dans le concept novateur d'« alliance aide-contrats ». Ce nouvel intérêt porté au rôle des entrepreneurs permet à Zhang de présenter une analyse critique originale du discours sur le « piège de la dette » qui a dominé ces dernières années les débats sur la Chine mondialisée et la BRI. Loin d'être un moyen de persuader les gouvernements étrangers de renoncer à des actifs et des ressources stratégiques, elle affirme que l'importance que la Chine porte aux infrastructures dans ses activités de développement international est davantage une manifestation de sa politique industrielle visant à encourager sur son territoire l'émergence d'exportateurs industriels compétitifs à l'échelle mondiale – une pratique plus « mercantile » que « prédatrice ».

Dans le troisième article, je me concentre sur une dimension peu abordée de la BRI et de la Chine mondialisée, la diplomatie syndicale. Au cours de la dernière décennie, l'organisation syndicale chinoise officielle – la Fédération nationale des syndicats de Chine (FNSC) – a révisé à plusieurs reprises les articles de sa constitution qui définissent sa mission internationale. Déjà en 2013, un amendement a appelé l'organisation à « promouvoir la formation d'un nouvel ordre juste, rationnel, démocratique et harmonieux du mouvement syndical international ». Bien que cette formulation ait été abandonnée par la suite, la FNSC est aujourd'hui tenue de « participer activement à la mise en place de l'Initiative Belt and Road », un objectif qu'elle poursuit principalement à travers des échanges entre les peuples. En m'appuyant sur une étude de cas effectuée au Cambodge, je mets en évidence la manière dont la FNSC se mobilise et soutient activement les syndicats pro-gouvernementaux locaux, au détriment des syndicats indépendants et des ONG spécialisées dans la défense des travailleurs, soumis à des pressions de plus en plus fortes. Je montre également comment les représentants syndicaux chinois favorisent, à travers leurs échanges, un modèle corporatiste privilégiant l'efficacité et la viabilité financière – un modèle très séduisant pour des syndicats pro-gouvernementaux soucieux de leurs finances et de leur légitimité.

Dans le quatrième article, Alvin Camba et Hangwei Li comparent des sociétés de jeux d'argent aux Philippines et en Zambie pour mettre en avant la relation entre les capitaux chinois investis dans l'industrie du jeu, la migration de main-d'œuvre et l'exploitation par le travail. Cette analyse apporte au moins deux contributions importantes aux études sur la Chine mondialisée. Tout d'abord, dans un contexte où les travaux sur les investissements chinois à l'étranger se concentrent principalement sur les manifestations les plus évidentes de ces flux financiers, notamment sur les infrastructures, Camba et Li explorent les dynamiques sous-tendant les financements privés obscurs de l'industrie mondiale du jeu, un marché de plusieurs centaines de milliards de dollars échappant souvent à la vigilance de l'État. Ils enrichissent également le débat sur les conditions de travail dans les entreprises financées à l'étranger par des capitaux chinois en mettant en lumière la dimension linguistique de l'exploitation. Étant donné que les entreprises de jeux financées par des capitaux chinois aux Philippines et en Zambie accueillent principalement un public sinophone, ils s'appuient sur le « travail linguistique » d'employés chinois qu'ils doivent faire venir de

l'étranger. Une fois dans le pays d'accueil, ces employés se trouvent dans une position de vulnérabilité qui ouvre la porte aux pires abus.

Dans le cinquième et dernier article, Yvan Schulz explore, sur trois décennies, l'évolution des activités internationales de la Chine dans le secteur des déchets recyclables. Il distingue notamment trois phases. Dans les années 1990, les acteurs du secteur sont principalement des petits entrepreneurs privés partis de rien et qui ont réussi à gagner leur vie en achetant des déchets dans des pays industrialisés pour les traiter en Chine. Dans les années 2000, l'industrie est restée en grande partie entre les mains des mêmes acteurs socio-économiques, à la différence que les pays en voie de développement étaient désormais la destination privilégiée et que le gouvernement chinois prenait les premières mesures pour réguler l'afflux de déchets vers la Chine. Enfin, dans les années 2010, le gouvernement central et ceux des provinces ont pris, sous l'étendard de la « civilisation écologique » chinoise, des mesures pour mieux contrôler et superviser les importations de déchets. Cela a provoqué l'effondrement de l'économie du recyclage en milieu rural et la délocalisation à l'étranger de l'industrie chinoise du traitement des déchets, majoritairement aux mains de grandes entreprises publiques. À travers cette histoire, Schulz relie avec minutie les évolutions internationales et nationales du secteur en révélant comment les autorités chinoises ont peu à peu resserré leur emprise sur l'économie nationale et pourquoi cela a eu des répercussions dans le monde entier.

S'il est vrai que la pandémie de Covid-19 a perturbé la plupart des dynamiques décrites précédemment, la Chine mondialisée a tout de même encore de beaux jours devant elle. Cet état de fait exige du monde universitaire qu'il laisse de côté les vieilles conceptions orientalistes, exceptionnalistes et essentialistes de tout ce qui touche à la Chine afin d'aborder ce pays comme une entité imbriquée dans un réseau complexe de relations et de rapports avec le reste du monde (Franceschini et

Loubere 2020). Cette situation nécessite aussi d'être capable de dépasser les discours simplistes pour mettre en lumière les corrélations entre les évolutions nationales et internationales dans le contexte d'un système global fonctionnant selon une logique capitaliste. Les cinq articles de ce numéro spécial représentent une étape dans cette direction, et d'autres ne manqueront pas de suivre.

Remerciements

Ma gratitude va à Éric Florence, avec qui nous avons commencé à discuter de la possibilité d'organiser une conférence sur la Chine mondialisée en 2018. Je suis également reconnaissant envers Sébastien Colin pour son aide lors des premières étapes de l'élaboration de ce numéro spécial, et au comité de rédaction de *Perspectives chinoises* pour leurs conseils. Ce numéro s'appuie sur la conférence « Chinese Global Engagement Abroad: Changing Social, Economic, and Political Configurations » qui s'est tenue à l'université des sciences et des technologies de Hong Kong en juillet 2019. C'est pourquoi je dois exprimer ma gratitude non seulement envers tous les participants et les intervenants, mais aussi aux organisateurs, en particulier à Kellee Tsai. Je souhaite enfin remercier Hong Zhang pour ses retours lors de la rédaction de cet éditorial.

■ Traduit par Pierre-Louis Brunet.

■ Ivan Franceschini est postdoctorant à l'Australian Centre on China in the World, de l'université nationale australienne, et coéditeur en chef de la revue trimestrielle en libre accès *Made in China Journal*. China in the World Building #188, Fellows Lane, The Australian National University Canberra ACT 2601, Australie (ivan.franceschini@anu.edu.au).

Références

BRAUTIGAM, Deborah. 2009. *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*. Oxford : Oxford University Press.

CASTILLO, Roberto. 2020. *African Transnational Mobility in China: Africans on the Move*. Londres : Routledge.

FRANCESCHINI, Ivan, et Nicholas LOUBERE. 2020. « What about Whataboutism? Viral Loads and Hyperactive Immune Responses in the China Debate ». *Made in China Journal* 5 (2) : 18-30.

GALWAY, Matthew. 2021 (à paraître). "Building Uhuru: Chinese Workers and Labour Diplomacy on the Tan-Zam Railway." In Ivan Franceschini, Christian Sorace, Nicholas Loubere et Kevin Lin (éds.), *Proletarian China: A Century of Chinese Labour*. Londres et New York : Verso Books.

GARLICK, Jeremy. 2019. *The Impact of China's Belt and Road Initiative: From Asia to Europe*. Londres et New York : Routledge.

HONG, Eunsuk, et Laixiang SUN. 2006. « Dynamics of Internationalization and Outward Investment: Chinese Corporations' Strategies ». *The China Quarterly* 187 : 610-34.

JONES, Lee, et Jinghan ZENG. 2019. « Understanding China's "Belt and Road Initiative": Beyond Grand Strategy to a "State Transformation" Analysis ». *Third World Quarterly* 40 (8): 1415-39.

LEE, Ching Kwan. 2017. *The Specter of Global China: Politics, Labor, and*

Foreign Investment in Africa. Chicago et Londres : The University of Chicago Press.

OECD. 2018. « China's Belt and Road Initiative in the Global Trade, Investment, and Finance Landscape ». *OECD Business and Finance Outlook 2018*. <https://www.oecd.org/finance/Chinas-Belt-and-Road-Initiative-in-the-global-trade-investment-and-finance-landscape.pdf> (consulté le 12 novembre 2020).

SOLINGER, Dorothy. 2009. *States' Gains, Labor's Losses: China, France, and Mexico Choose Global Liaisons 1980-2000*. Ithaca et Londres : Cornell University Press.

SORACE, Christian, et Ruiyi ZHU. 2021 (à paraître). « The short-lived Eternity of Friendship: Chinese Workers in Socialist Mongolia (1955-64) ». In Ivan Franceschini, Christian Sorace, Nicholas Loubere et Kevin Lin (éds.), *Proletarian China: A Century of Chinese Labour*. Londres et New York : Verso Books.

TENG, Wei. 2019. « Third World ». In Christian Sorace, Ivan Franceschini et Nicholas Loubere (éds.), *Afterlives of Chinese Communism: Political Concepts from Mao to Xi*. Londres et New York : Verso Books. 281-85.

WEN, Meizhen. 2020. « Arab Traders Pursuing Chinese Dream in East China ». Thèse de doctorat. Canberra : The Australian National University.

YE, Min. 2020. *The Belt and Road and Beyond: State-mobilized Globalization in China 1998-2018*. Cambridge : Cambridge University Press.